Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Un mouvement antiguerre à l'envers : la « voie humanitaire » vers la guerre nucléaire ?

Par Prof Michel Chossudovsky
Mondialisation.ca, 10 novembre 2010
10 novembre 2010

Région : États-Unis
Thème: Guerre USA OTAN
Analyses: Nucléaire (guerre et énergie)

Certaines guerres étasuniennes sont catégoriquement condamnées, alors que d'autres sont présentées comme des « interventions humanitaires ». Une part significative du mouvement antiguerre étasunien condamne la guerre mais appuie la campagne contre le terrorisme international, qui constitue le fondement de la doctrine militaire des États-Unis.

La théorie de la « guerre juste » a servi à camoufler la nature de la politique étrangère étasunienne, tout en procurant un visage humain aux envahisseurs. Autant dans sa version classique que contemporaine, la théorie de la guerre juste préserve l'idée de la guerre comme « opération humanitaire ». Elle appelle à l'intervention militaire pour des raisons éthiques et morales contre les « insurgés », les « terroristes » et les « États faillis » ou « voyous ».

Enseignée dans les académies militaires étasuniennes, une version moderne de la théorie de la guerre juste a été incorporée dans la doctrine militaire des États-Unis. La « guerre au terrorisme » et la notion de « préemption » sont fondées sur le droit à l'« autodéfense ». Elles définissent « quand il est permissible de faire la guerre » : *jus ad bellum*.

Le *jus ad bellum* a servi à fabriquer un consensus au sein des structures de commandement des Forces armées. Elle a également aidé à convaincre les troupes qu'elles se battent pour une « cause juste ». De manière plus générale, dans sa version moderne, la théorie de la guerre juste fait partie intégrante de la propagande guerrière et de la désinformation médiatique, pratiquées dans le but d'obtenir l'appui du public pour un programme de guerre. Avec Obama comme lauréat du prix Nobel de la paix, la guerre juste est maintenant acceptée universellement, défendue par la soi-disant communauté internationale.

Le but ultime est d'assujettir les citoyens, de dépolitiser complètement la vie sociale aux États-Unis, d'empêcher les gens de penser et de conceptualiser, d'analyser les faits et de contester la légitimité de la guerre menée par les États-Unis et l'OTAN.

« La guerre devient la paix », « une entreprise humanitaire » qui en vaut la peine, et la dissidence pacifique devient de l'hérésie.

L'éclatement de la guerre en Yougoslavie en mars 1999 a été à maints égards un point tournant dans le développement de la « guerre juste » menée pour des « raisons humanitaires ». De nombreux secteurs de la gauche, en Amérique et en Europe de l'Ouest ont embrassé le concept de la « guerre juste ». Bien des organisations « progressistes » ont défendu ce qu'ils percevaient comme une « guerre humanitaire » visant à protéger les

droits des Albanais du Kosovo. La guerre a été décrite comme une guerre civile plutôt que comme une invasion et un bombardement menés par les États-Unis et l'OTAN.

Au plus fort des bombardements de l'OTAN, plusieurs auteurs « progressistes » ont décrit l'Armé de libération du Kosovo (ALK) comme une armée de libération nationaliste de bonne foi, dévouée à la défense des droits civils des Albanais kosovars. L'ALK était une organisation terroriste soutenue par la CIA et liée au crime organisé. Sans preuves, on a présenté le gouvernement yougoslave comme responsable du déclenchement d'une crise humanitaire au Kosovo. Dans les termes du professeur Richard Falk :

La guerre du Kosovo était une guerre juste car elle a été entamée pour éviter un cas probable de « nettoyage ethnique » entrepris par le leadership serbe de l'ancienne Yougoslavie et elle a réussi à donner au peuple du Kosovo l'opportunité d'un avenir pacifique et démocratique. Il s'agissait d'une guerre juste, bien qu'elle ait été lancée illégalement, sans l'autorisation des Nations Unies, et même si la façon dont elle a été menée a indûment causé des pertes civiles chez les Kosovars et les Serbes, tout en minimisant le risque de décès ou de blessures du côté de l'OTAN ». (Voir http://www.wagingpeace.org/articles/2003/08/01_falk_interview.htm)

Comment une guerre peut-elle être « juste » lorsqu'elle « est entreprise illégalement » et qu'elle entraîne la mort d'hommes, de femmes et d'enfants?

Une guerre illégale, qui constitue un acte criminel, est justifiée comme étant une entreprise humanitaire.

Plusieurs médias progressistes ont pris le train en marche en condamnant sans preuves le « régime Milosevic », tout en excusant la guerre menée par l'OTAN et en exprimant un appui mitigé pour l'ALK. Stephen Shalom l'exprimait ainsi, dans un article de ZNet :

« Je sympathise avec l'argument suivant : si les gens [de l'ALK] veulent se battre pour leurs droits, s'ils ne demandent pas à d'autres de le faire pour eux, alors les armes qui les aideront à réussir devraient leur être fournies. Un tel argument me semblait convainquant relativement à la Bosnie. » (Cité dans Michael Karadjis, Bosnia, Kosova & the West, Resistance Books, 2000, p. 170).

Human Rights Watch (HRW), connu pour son appui à la politique étrangère étasunienne, a « fortement conseillé un changement de régime en Yougoslavie, soit par la mise en accusation du président Slobodan Milosevic ou par une guerre étasunienne qui aurait le même résultat ». (Edward S. Herman, David Peterson et George Szamuely, Yugoslavia: Human Rights Watch in Service to the War Party, Global Research, 9 mars, 2007). Selon un article de Fred Abrahams de HRW publié par le New York Herald Tribune :

[L]'incapacité de la communauté internationale à punir Milosevic pour des crimes commis en Croatie et en Bosnie a envoyé le message qu'il pourrait récidiver et s'en sortir à nouveau impunément. Il est maintenant évident que l'on ne peut pas se fier à l'homme qui a déclenché ces conflits pour les faire cesser. (Fred Abrahams, « The West Winks at Serbian Atrocities in Kosovo, » International Herald Tribune, 5 août, 1998. Cité dans Edward S. Herman et al, op. cit.)

Punir un chef d'État en faisant la guerre à son pays?

En 1999, Milosevic était qualifié de « boucher de Belgrade » par l'hebdomadaire britannique

« progressiste » The Observer (Voir Peter Beaumont et Ed Vulliamy, Ten years on, the end of the line, The Observer, 24 juin 2001)

Le même raisonnement a été mis de l'avant relativement à Saddam Hussein durant les mois qui ont mené au bombardement et à l'invasion de l'Irak en mars 2003. Saddam Hussein a été décrit par le même auteur du London Observer comme le « boucher de Bagdad » :

Le rédacteur en chef aux affaires étrangères, Peter Beaumont, décrit l'enfance de Saddam dans la solitude, son bain de sang vers le pouvoir et son mauvais calcul fatal concernant ses ennemis étrangers. (Voir Peter Beaumont. The death of Saddam Hussein, The Observer, dimanche 31 décembre, 2006)

Entre-temps, on mentionne rarement les noms des « bouchers de Washington, de Londres et de Bruxelles » qui ont mené une « guerre juste » contre les peuples de la Yougoslavie, de l'Afghanistan, de la Palestine et de l'Irak.

Faux activisme antiguerre : présenter l'Iran comme une menace nucléaire

Nombreux sont ceux dans le mouvement antiguerre qui, tout en blâmant l'administration étasunienne, condamnent aussi le gouvernement du président Ahmadinejad pour sa position belliqueuse envers Israël. Le raisonnement *jus ad bellum* ayant servi de prétexte au bombardement de la Yougoslavie pour des raisons humanitaires est désormais appliqué à l'Iran.

Le président Ahmadinejad voudrait qu'Israël soit « rayé de la carte », comme le rapportait le New York Times pour la première fois en octobre 2005 :

Le nouveau président conservateur iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a dit mercredi qu'Israël doit être « rayé de la carte » et qu'il serait détruit par les attaques des Palestiniens, selon l'agence de presse ISNA.

Ahmadinejad parlait à un public d'environ 4000 étudiants à une émission nommée « Le monde sans sionisme » […] Son ton évoquait les débuts de la révolution islamique iranienne en 1979. Depuis ce temps, l'Iran et Israël sont des ennemis jurés et les slogans anti-Israël sont fréquents lors de rassemblements. (Voir Nazila Fathi, Wipe Israel 'off the map' Iranian says – The New York Times, 27 octobre 2005)

Le commentaire « rayé de la carte » attribué au président iranien n'a jamais été fait. La rumeur a été fabriquée par les médias étasuniens dans le but de discréditer le chef d'État et de fournir une justification pour mener une guerre totale contre l'Iran :

Le 25 octobre 2005 […] le président iranien nouvellement élu Mahmoud Ahmadinejad a fait un discours à une émission intitulée « Le monde sans sionisme » […]

Avant de se pencher sur la remarque tristement célèbre, il est important de noter que la « citation » en question en était déjà une : ce sont les mots de feu l'ayatollah Khomeini, le père de la révolution islamique. Bien qu'il ait cité Khomeini pour affirmer sa propre position face au sionisme, les mots exacts sont de Khomeini, pas d'Ahmadinejad. Par conséquent, on a attribué à Ahmadinejad (ou blâmé celui-ci pour) une citation qui non seulement n'est pas originale, mais qui représente également un point de vue qui existait déjà bien avant qu'il n'arrive au pouvoir.

LA CITATION EXACTE :

Alors qu'est-ce qu'Ahmadinejad a dit exactement ? Pour citer ses termes exacts en farsi :

« Imam ghoft een rezhim-e ishghalgar-e qods bayad az safheh-ye ruzgar mahv shavad. »

Pour la plupart des gens, ce passage ne voudra rien dire, mais un des mots évoquera peut-être quelque chose : rezhim-e. Il s'agit du mot « régime », qui se prononce comme en français avec le son « eh » ajouté à la fin. Ahmadinejad n'a pas fait référence à Israël en tant que pays, ou en tant que masse terrestre, il a fait référence au régime israélien. Cette distinction est considérablement significative, puisqu'on ne peut pas rayer un régime de la carte. Ahmadinejad ne mentionne même pas Israël, il utilise plutôt spécifiquement la phrase « rezhim-e ishghalgar-e qods » (le régime occupant Jérusalem).

Cela soulève donc la question suivante : que voulait-il donc « rayer de la carte »? La réponse est : rien. Et ce, parce que le terme « carte » n'a jamais été utilisé. Le terme « carte », « nagsheh » en persan, n'apparaît nulle part dans sa citation originale en persan, ni d'ailleurs dans tout son discours. Le terme occidental « rayer » n'a pas non plus été dit. Pourtant, on est porté à croire que le président de l'Iran a menacé de « rayer Israël de la carte », même s'il n'a jamais prononcé les mots « carte », « rayer » ou même « Israël ».

LA PREUVE :

La citation complète traduite littéralement en français est :

« L'Imam a dit que ce régime occupant Jérusalem doit disparaître de la page du temps. »

Voici la traduction mot-à-mot :

Imam (Khomeini) ghoft (a dit) een (ce) rezhim-e (régime) ishghalgar-e (occupant) qods (Jérusalem) bayad (doit) az safheh-ye ruzgar (la page du temps) mahv shavad (disparaître de).

La transcription complète du discours en farsi, archivée sur le site web d'Ahmadinejad, est disponible à l'adresse ci-dessous :

www.president.ir/farsi/ahmadinejad/speeches/1384/aban-84/840804sahyonizm.htm

(Voir l'article détaillé d'Arash Norouzi, Israel: « Wiped off The Map ». The Rumor of the Century, Fabricated by the US Media to Justify An All out War on Iran , Global Research, 20 février 2007)

Ce soi-disant commentaire, « rayer Israël de la carte », a non seulement servi à justifier une attaque préemptive contre l'Iran, mais aussi à assujettir et contenir le mouvement antiguerre.

Alors que le danger d'une guerre totale contre l'Iran est préoccupant, il ne représente pas une priorité pour les mouvements antiguerre étasunien, canadien et européen. Aux États-Unis, il y a très peu d'événements antiguerre axés sur les menaces des États-Unis et d'Israël contre l'Iran. (Voir Main US antiwar collective: United for Peace & Justice : Index, United for Peace & Justice : Events).

Par ailleurs, une campagne menée par United Against Nuclear Iran (Unis contre un Iran nucléarisé) est en cours, appelant le président Obama et le Congrès étasunien à empêcher l'Iran de développer des armes nucléaires. (Voir la page d'accueil d'UANI). Le collectif UANI, fondé par des personnes nommées par Obama, Richard Holbrooke et Gary Samore, prétend inclure « des organismes humanitaires et défendant les droits humains, le mouvement syndical, des organisations locales et à la défense d'intérêts politiques ». (Coalition | UANI)

Exception faite de la désapprobation d'Arash Norouzi, nombreux sont ceux dans le mouvement antiguerre qui, tout en condamnant les États-Unis, continuent de croire que l'Iran constitue une menace et que la solution consiste en un « changement de régime ». Le financement des ONG (lesquelles sont des membres constituants d'importants collectifs antiguerre) par des organismes de charité et des fondations privées exonérés d'impôts, a également contribué à l'affaiblissement du mouvement antiguerre par rapport à l'Iran. De nombreux activistes perçoivent ce pays comme un agresseur potentiel. Ses armes nucléaires inexistantes sont considérées comme une menace à la sécurité mondiale.

Une guerre préventive (« *preemptive* ») contre l'Iran à l'aide d'armes nucléaires tactiques étasuniennes est sur la planche à dessin du Pentagone depuis le milieu de l'année 2003. Le président Obama et la secrétaire d'État Hillary Clinton ont tout deux déclaré que « toutes les options sont sur la table », incluant l'utilisation d'armes nucléaires contre l'Iran, sans réaliser que l'utilisation de ces armes pourrait conduire l'humanité à une guerre nucléaire mondiale, comme l'a souligné Fidel Castro dans un récent discours :

Il existe aujourd'hui un risque imminent de guerre impliquant ce genre d'arme et je n'ai pas le moindre doute qu'une attaque des États-Unis et d'Israël contre la République islamique d'Iran se transformerait inévitablement en conflit nucléaire mondial. (Fidel Castro Ruz, VIDEO: Message de Fidel contre la guerre nucléaire: « Dans une guerre nucléaire, le dommage collatéral serait la vie humaine, l'existence même de l'humanité. », Mondialisation.ca, 21 octobre 2010)

La guerre et l'économie

L'économie de guerre est présentée comme un moyen de générer de l'emploi. Au plus fort d'une crise économique, on demande aux syndicats non seulement de faire semblant de promouvoir la création d'emploi dans l'industrie de la défense, mais aussi d'assouplir leur position antiguerre. Ironie amère du sort, selon le Washington Post une guerre contre l'Iran aurait aussi l'avantage de résoudre la crise économique et de déclencher une « reprise économique de guerre ».

« Quoi d'autre pourrait avoir un impact sur l'économie? La réponse est évidente, mais ses implications sont effrayantes. La guerre et la paix influencent l'économie.

Revenons à FDR et à la Grande dépression. Qu'est ce qui a résolu la crise économique? La Seconde Guerre mondiale.

C'est là qu'Obama semble triompher. À l'aide d'un fort appui républicain au Congrès pour contester les ambitions de l'Iran de devenir une puissance nucléaire, il peut passer beaucoup de temps en 2011 et 2012 à orchestrer une confrontation avec les mollahs. Cela l'aidera sur le plan politique puisque le parti de l'opposition l'incitera à aller dans cette direction. Puis, lorsque la tension montera et que nous accélérerons les préparations de guerre, l'économie se portera mieux.

Certes, je ne suggère pas que le président provoque une guerre pour être réélu. Cependant, la nation se ralliera à Obama dans ce cas puisque l'Iran représente la plus grande menace pour le monde en ce jeune siècle. S'il arrive à confronter cette menace et à contenir les ambitions nucléaires de l'Iran, il aura rendu le monde davantage sécuritaire et pourra être vu comme l'un des présidents les plus prospères de l'histoire. » (David Broder, The War Recovery, Washington Post, 31 octobre 2010)

Article original en anglais : Fake Anti-war Activism. The « Humanitarian Road » Towards an all out Nuclear War ?, publié le 4 novemebre 2010.

Traduction par Julie Lévesque pour Mondialisation.ca.

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre et de la Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial (best-seller international publié en 12 langues).



Guerre et mondialisation

Mondialisation de la pauvreté.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Prof Michel Chossudovsky, Mondialisation.ca, 2010

Articles Par : Prof Michel Chossudovsky

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author,

Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including The Globalization of Poverty and The New World Order (2003), America's "War on Terrorism" (2005), The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century (2009) (Editor), Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War (2011), The Globalization of War, America's Long War against Humanity (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca